

Suivi de la situation économique en Auvergne-Rhône-Alpes

Juillet 2019



Edito

Au cours du 1^{er} semestre, le climat des affaires s'est heureusement rétabli pour les TPE-PME après la crise sociale survenue fin 2018. Mais, dans le même temps, la situation internationale s'est dégradée. Les prévisions de certaines entreprises s'en ressentent et, comme toujours, les entrepreneurs intègrent ces nouvelles conditions, adaptent leur offre et leur modèle économique. Ils le font dans un environnement qui comporte encore des rigidités, comme c'est le cas avec les difficultés de recrutement qui perdurent, alors même que les besoins d'embauche restent soutenus. Les CCI sont elles aussi engagées dans une profonde transformation, avec une intensité parmi les plus fortes au sein de la sphère publique, avec notamment l'objectif d'être beaucoup plus efficaces dans l'offre de services fournie aux TPE-PME.

Philippe Guérand,

Président de la CCIR Auvergne-Rhône-Alpes.

Un certain regain de confiance mais des perspectives mitigées

Après l'incertitude liée à la crise sociale en début d'année, un certain niveau de confiance s'est rétabli. Le niveau d'activité des TPE-PME régionales au 1^{er} semestre a été satisfaisant avec toutefois une progression moins soutenue qu'en 2018. Le BTP et des activités du tertiaire ont été les mieux orientés. Comme prévu, le climat des affaires a été moins porteur pour l'industrie et à l'export, avec les tensions en matière de commerce international.

Les perspectives pour le 2^e semestre sont mitigées, manquant un peu de souffle. Le BTP et la plupart des activités du tertiaire «B to B» sont les plus optimistes. Les prévisions sont partagées dans l'industrie mais plutôt en amélioration. L'export apparaît toujours moins porteur qu'il ne l'a été en 2017/2018. Les perspectives d'investissement sont aussi moins optimistes que lors des derniers semestres.

Si les chefs d'entreprise disent rencontrer moins de freins au développement de l'activité qu'en début d'année, les difficultés de recrutement demeurent à un niveau élevé, alors qu'une entreprise sur deux est toujours dans une perspective d'embauche et que les effectifs devraient évoluer favorablement. Cet enjeu de la ressource humaine est aussi celui de l'élévation des compétences. Sur le sujet économique clé des gains de productivité, 53 % des TPE-PME disent ainsi qu'elles rencontrent des freins, les plus fréquents étant des compétences insuffisantes parmi les collaborateurs et les contraintes administratives et réglementaires.



SOMMAIRE

L'ESSENTIEL	1
L'ACTIVITE / Bilan	2
L'ACTIVITE / Perspectives	3
LA TRESORERIE	5
L'EMPLOI	5
L'INVESTISSEMENT	6

LE CHIFFRE MARQUANT :
53 % des TPE-PME
se disent freinées dans leurs
gains de productivité



L'ACTIVITÉ / Bilan

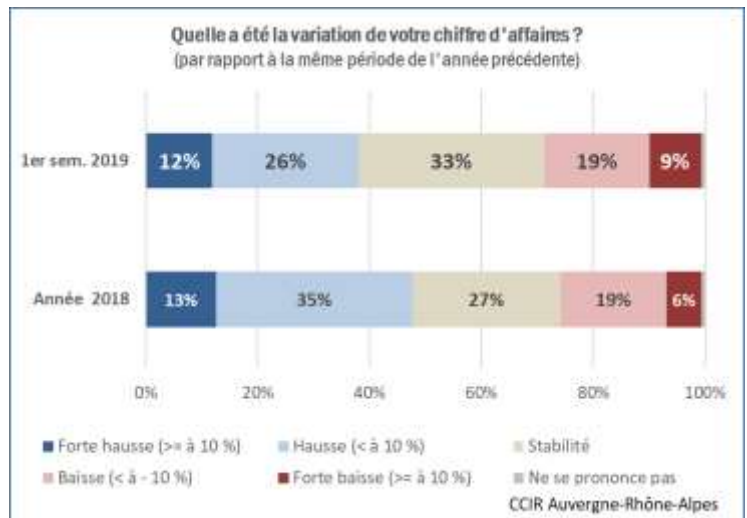
La confiance s'est en partie rétablie avec un bilan d'activité globalement favorable

En début d'année, dans le contexte du mouvement social Gilets jaunes, les chefs d'entreprise étaient incertains quant à leur activité au cours du 1^{er} semestre.

Le **bilan de ce dernier s'avère positif**. Une proportion importante de TPE-PME (38 %) a ainsi réalisé un chiffre d'affaires supérieur à celui du 1^{er} semestre 2018. Une part non négligeable des entreprises (12 %) a connu une croissance soutenue du chiffre d'affaires, d'au moins 10 %.

La part des entreprises avec un chiffre d'affaires en hausse est néanmoins moins importante que pour le bilan de l'année 2018.

Le solde « Part des entreprises en hausse » - « Part des entreprises en baisse » est positif à + 10. Il est toutefois moins favorable que celui du bilan 2018 (- 13 points) et que celui du 1^{er} semestre 2018 (- 14 points).



C'est dans le BTP que le solde est le plus favorable s'établissant à + 27. Il s'améliore ainsi encore par rapport au bilan 2018.

Plusieurs activités du tertiaire tourné vers les entreprises ont aussi réalisé un bon 1^{er} semestre. Le solde s'établit ainsi à + 23 dans le commerce de gros, + 14 dans le transport logistique. Le bilan est plus partagé dans le tertiaire supérieur.

Des entreprises positionnées sur le marché des collectivités publiques indiquent en commentaire spontané qu'elles ressentent un resserrement de ce marché du fait de la réduction de la dépense publique avec, pour certaines, des « appels d'offres de moins en moins rentables ».

Pour les activités tournées principalement vers les particuliers, le solde est également favorable : + 14 dans le commerce de détail et + 7 pour l'hôtellerie-restauration. Certaines entreprises confirment néanmoins, dans leurs commentaires spontanés, avoir été fortement impactées par les manifestations de début d'année. Les conditions météorologiques sont également mentionnées comme ayant eu une influence sur l'activité et, le plus souvent, de façon défavorable.

Pour les secteurs ci-dessus, près d'un tiers des entreprises, voire plus, disent que le dynamisme de la demande a été un levier pour développer leur activité.

Pour l'industrie, le bilan du semestre apparaît en retrait sensible par rapport au bilan de l'année 2018. Les entreprises industrielles se répartissent ainsi grosso modo en trois tiers entre hausse, stabilité et baisse du chiffre d'affaires. Le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » n'est ainsi que de + 3 alors qu'il était de + 35 pour 2018.

Il se confirme aussi que l'export a été moins porteur. Le plus grand nombre de TPE-PME exportatrices (42 %) a connu une stabilité de chiffre d'affaires. Le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » s'établit à + 7. Il était de + 30 pour l'année 2018 et de + 26 il y a un an.

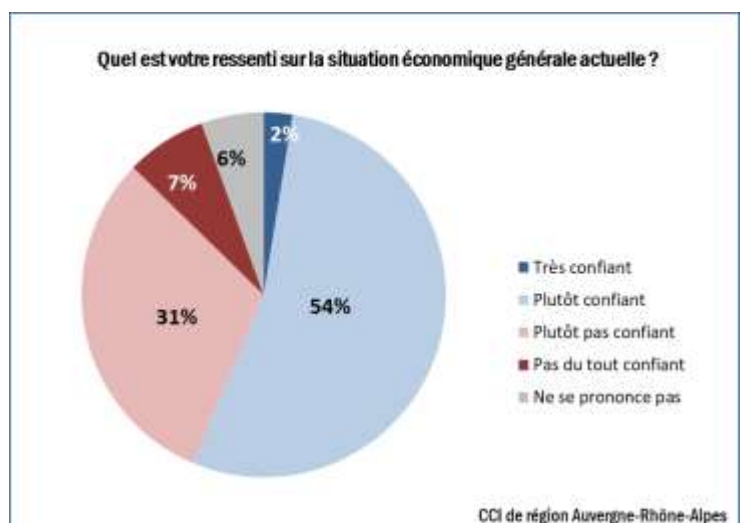
Globalement, le bilan du semestre est moins favorable pour les TPE (solde à + 5) que pour les PME.

Après le creux du début d'année, la confiance dans la situation économique générale enregistre une remontée. Une majorité de chefs de TPE-PME se dit de nouveau plutôt confiante (+ 15 points par rapport à janvier).

Cette confiance ne retrouve toutefois pas le niveau d'il y a un an, avec un écart de 13 points.

Dans toutes les activités, les entreprises confiantes sont majoritaires, à l'exception du commerce de détail où il y a seulement 42 % d'entreprises confiantes.

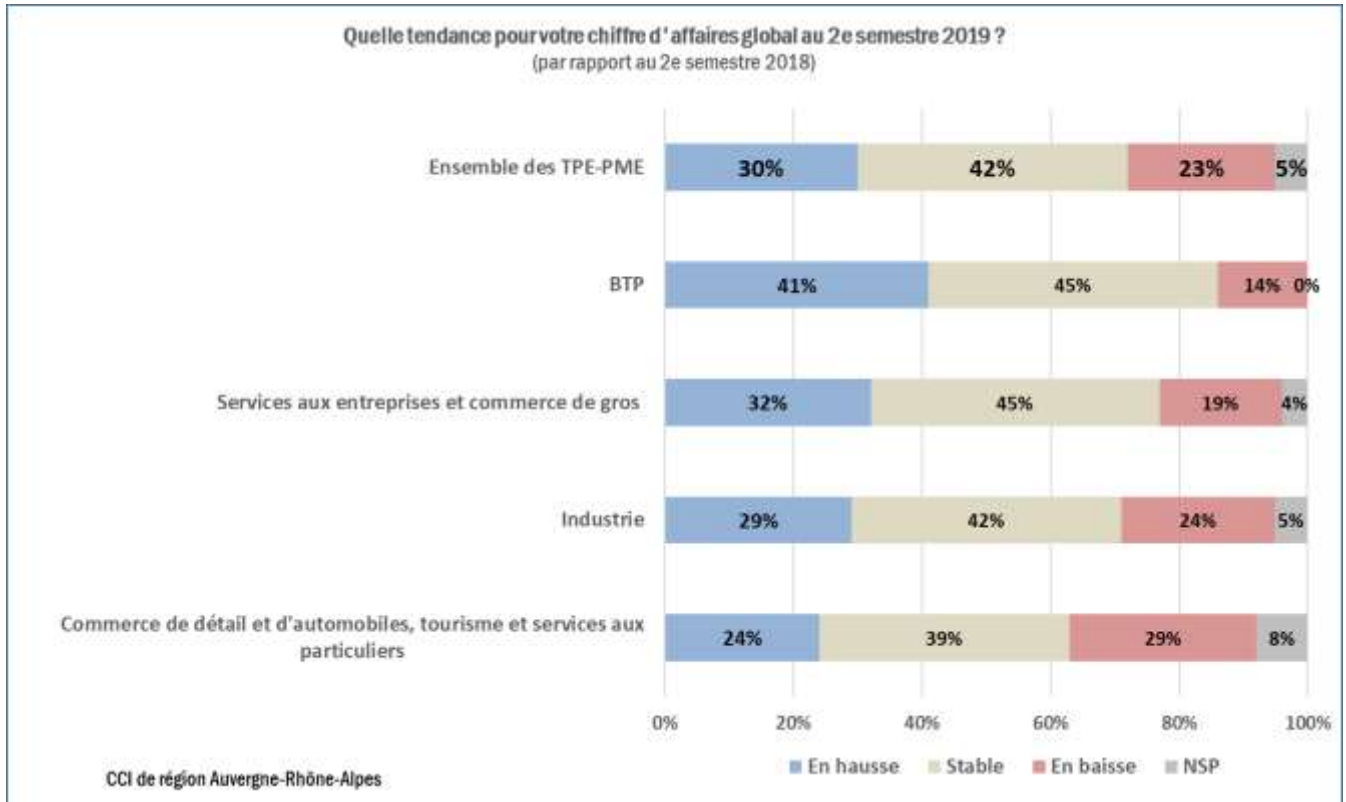
Pour les TPE, les entreprises confiantes sont les plus nombreuses mais sans atteindre la majorité (49 %).





L'ACTIVITÉ / Perspectives

Des perspectives toutefois mitigées pour le 2^e semestre



Par rapport au début d'année, les **TPE-PME semblent avoir plus de visibilité** sur le semestre en cours : la part des entreprises qui ne se prononcent pas est en effet en recul sensible (- 14 points). La quasi-totalité des entreprises s'exprime ainsi sur les perspectives pour le 2^e semestre, avec le plus grand nombre (42 %) qui opte pour la stabilité. Les autres se partagent entre perspectives de hausse et perspectives de baisse, avec cependant un avantage pour les premières qui permet d'établir le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » à + 7. C'est ainsi **mieux qu'en début d'année, où il était à + 2, mais sensiblement moins favorable qu'il y a un an (+ 22)**.

Comme pour le bilan du 1^{er} semestre, l'optimisme est le plus marqué pour le BTP, secteur dans lequel 1/3 des entreprises misent sur le levier de la diversification de leur activité, puis pour les TPE-PME du tertiaire tourné vers les entreprises. Parmi ces dernières, les perspectives pour le tertiaire supérieur se dégradent néanmoins par rapport au début d'année.

Dans l'industrie, les perspectives sont partagées mais le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » redevient positif à + 5 (+ 8 points par rapport au début d'année). Les PMI misent d'abord sur le levier de la conquête de marchés en France.

Malgré les fortes tensions en matière de commerce international, les entreprises exportatrices affichent des perspectives un peu meilleures que la moyenne avec un solde à + 11, en progrès de 6 points par rapport au début de l'année. Il reste néanmoins loin du niveau d'il y a un an. On note que ces entreprises misent plus fréquemment, pour se développer, sur la conquête de marchés en France que sur celles de marchés étrangers. Ce n'était pas le cas auparavant où la conquête des marchés étrangers était le 1^{er} levier mobilisé. Il se confirme donc que l'environnement international est effectivement moins porteur.

Pour le tertiaire tourné principalement vers les particuliers, la part des entreprises qui manquent de visibilité est par contre plus importante. Et celles qui s'attendent à une baisse de chiffre d'affaires sont plus nombreuses que celles qui s'attendent à une hausse, notamment dans l'hébergement-restauration. Le solde s'établit globalement à - 5.



L'ACTIVITÉ / Perspectives

Freins au développement : toujours les difficultés de recrutement au premier rang

Globalement, après une remontée en début d'année, les TPE-PME perçoivent **un peu moins de freins à leur développement**. La part des entreprises disant n'être touchées par aucun frein se redresse à 19 %. Par ailleurs, la fréquence de citation des différents freins proposés est plutôt en recul à l'exception des difficultés de recrutement.

Ce frein demeure ainsi très prégnant et il **progresses même encore, avec 42 % des TPE-PME** qui se disent concernées. Il est le plus élevé dans le transport/logistique, le numérique et le BTP. Pour les entreprises de 10 salariés et plus, une majorité dit être concernée par cette problématique.

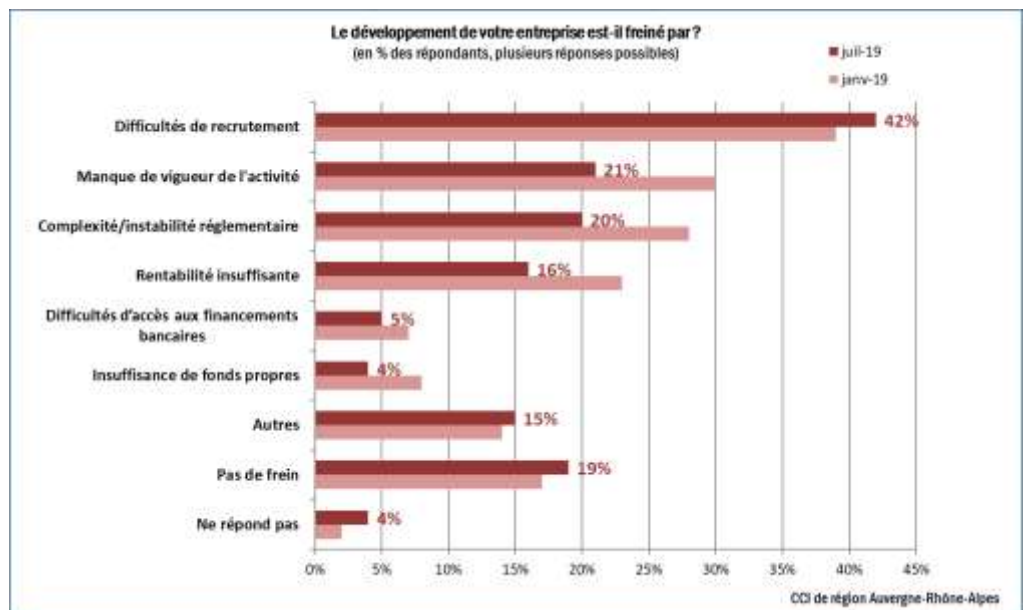
Ces difficultés de recrutement sont vécues sous différents aspects : difficulté à trouver des candidats, difficulté à trouver des candidats avec les compétences nécessaires, turn-over permanent et jugé excessif des salariés...

Dans cette édition du panel de conjoncture, les TPE-PME ont également été interrogées sur le **sujet à fort enjeu des gains de productivité** et sur les freins rencontrés en la matière. **53% des entreprises ont indiqué être freinées** dans leurs gains de productivité et pour ces entreprises, les compétences insuffisantes des collaborateurs étaient le premier frein évoqué (43 % des entreprises) quasiment au même niveau que les contraintes administratives et réglementaires (42 %). L'enjeu de la ressource humaine comporte donc aussi cette **dimension niveau de compétences**.

Si le frein de la complexité / instabilité réglementaire est globalement en recul, il est néanmoins le 2^e obstacle aux gains de productivité. On note aussi que des entreprises du transport s'inquiètent de futures mesures nationales qui pourraient peser sur leur activité.

Dans les freins aux gains de productivité, viennent ensuite le manque de capacités financières pour se moderniser (20 % des entreprises) puis la difficulté à utiliser de nouvelles technologies (13 %).

A noter aussi que dans leurs commentaires spontanés, des chefs de TPE/PME signalent que les **délais de règlement de leurs clients** restent un problème majeur.



Quelques commentaires de chefs d'entreprises

« J'ai des difficultés de recrutement, les candidats n'ont pas leur permis de conduire, la mobilité est ainsi compliquée. », PME du service à la personne (38)

« Je cherche 100 personnes. Problème de recrutement et de compétences. », PME du BTP (69)

« La situation de l'entreprise cette année est catastrophique. J'ai beaucoup de mal à recruter et le taux de turn-over est très élevé. Il manque cinq collaborateurs en production. », PME du travail du bois (73)

« Mon entreprise est dans une bonne situation actuellement, le seul frein rencontré et qui n'est pas des moindres, est la nouvelle réglementation qui demeure assez floue de la RGPD. », TPE du commerce de gros (42)



LA TRÉSORERIE

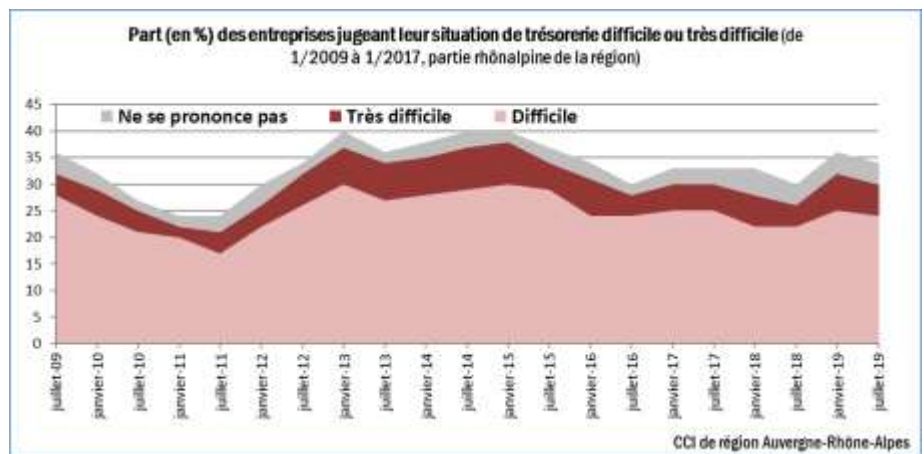
Léger repli des difficultés de trésorerie

Après une remontée sensible début 2019, les difficultés de trésorerie se replient un peu en juillet ; **30 % des TPE-PME disent être en situation difficile ou très difficile**. Ce niveau de difficultés reste au-dessus de la situation de 2018.

Pour l'hébergement-restauration, le commerce de détail et le BTP, plus de 35% des entreprises ont des difficultés. Pour les deux premières activités, elles sont cependant en repli. Pour le BTP, les difficultés sont par contre plus fréquentes, une activité soutenue et les délais de règlement pouvant l'expliquer.

C'est aussi le cas dans le commerce de gros où la part des entreprises avec des difficultés de trésorerie progresse nettement.

Les TPE demeurent plus touchées par les difficultés de trésorerie (34 %).



L'EMPLOI

Toujours des besoins de recrutement

Une **part toujours importante** (48 %) des TPE-PME de la région estimaient en juillet avoir besoin de recruter un ou plusieurs collaborateurs dans les six mois. Pour les 2/3, ces prévisions intègrent au moins une création de poste.

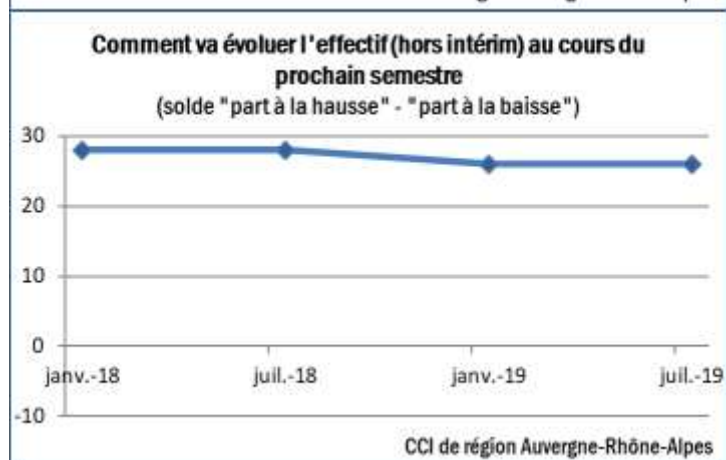
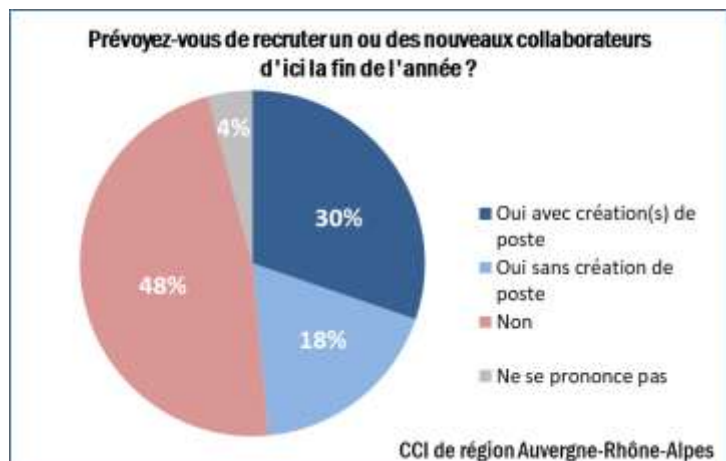
Ce niveau de besoins de recrutement est néanmoins en **deçà de celui exprimé en juillet 2018** (- 5 points).

La part des TPE-PME ayant des projets de recrutement dans les six mois est particulièrement élevée et en progression dans l'industrie et le transport/logistique. Elle est par contre minoritaire dans le tertiaire tourné vers les particuliers et le tertiaire supérieur.

Les perspectives divergent aussi en fonction de la taille des entreprises. Pour les TPE, les entreprises avec des projets de recrutement sont minoritaires (25 %). **Pour les entreprises de 10 salariés et plus, elles sont largement majoritaires.**

Ce niveau de recrutement s'accompagne toujours d'une **tendance au développement des effectifs**. 31% des TPE-PME escomptent un effectif en hausse au 2^e semestre, pour 5 % qui prévoient une baisse. Le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » reste ainsi largement positif (+26), stable par rapport au début d'année.

Ce solde est particulièrement favorable et en progression dans le commerce de gros, le transport logistique et l'industrie et, globalement, pour les PME de 50 salariés et plus.





L'INVESTISSEMENT

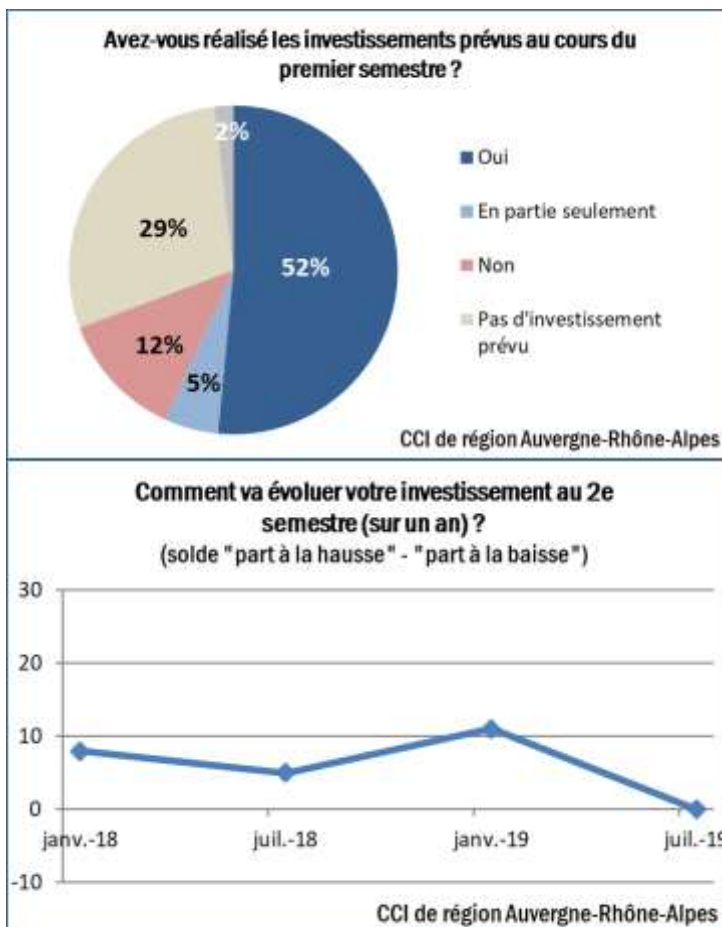
Des prévisions moins optimistes sur le niveau d'investissement

Au cours du 1^{er} semestre, une majorité des TPE-PME régionales a réalisé des investissements prévus. 17 % des entreprises ont renoncé en tout ou partie à des investissements prévus (- 2 points par rapport au 2^e semestre 2018). La proportion atteint 23 % pour les TPE et 24 % dans le commerce de détail.

Pour les entreprises qui ont eu à faire ce choix, l'explication est d'abord liée à des difficultés de financement. Viennent ensuite, parmi les motifs, la prudence et l'incertitude quant à l'activité de l'entreprise ou la situation économique générale et ensuite le manque de temps du chef d'entreprise.

Concernant les prévisions pour le 2^e semestre, une **nette majorité des TPE-PME (56 %) prévoit une stabilité** de leur niveau d'investissement. La part des entreprises qui pensent augmenter leur niveau d'investissement (17 %) se réduit assez nettement (- 8 points). Elles sont aussi nombreuses que celles qui prévoient de réduire leur niveau d'investissement. Le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » s'établit ainsi à 0, un plus bas depuis janvier 2018.

C'est dans le tertiaire tourné vers les entreprises (notamment transport/logistique et commerce de gros) que les prévisions sont les plus favorables. Par contre pour le commerce de détail et plus encore pour l'hébergement-restauration, les prévisions sont moins optimistes, avec un solde « part à la hausse » - « part à la baisse » négatif.



MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés sont issus d'une enquête réalisée du 3 au 23 juillet 2019 par les CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes auprès d'un panel d'entreprises représentatives du tissu régional de TPE-PME de l'industrie, du BTP, du commerce et des services. 433 réponses ont été exploitées. Le traitement et l'analyse des réponses sont effectués par la direction Etudes et Information Economique de la CCI de région.

Cette analyse de la conjoncture régionale pour les TPE-PME est possible grâce à la participation volontaire d'entreprises aux enquêtes semestrielles. Si votre entreprise est disposée à contribuer à ces enquêtes pour donner votre perception du climat des affaires et exprimer vos attentes, nous vous remercions de contacter :

T. 04 72 11 43 53 - p.berat@auvergne-rhone-alpes.cci.fr



Retrouvez toute l'information économique des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes sur :

www.auvergne-rhone-alpes.cci.fr

/rubrique Economie et Territoire